

Extrait du Nice Premium

<http://www.nice-premium.com>

L'Edito du Psy : Airbus et l'Etat : l'état d'Airbus...

- Politique -



Date de mise en ligne : dimanche 11 mars 2007

Nice Premium



On ne badine pas avec l'individualisme aux Etats-Unis. Il est en effet une chose qu'un Américain moyen abhorre par-dessus tout, encore plus lorsqu'il doit se résoudre à le solliciter contre son gré : l'intervention de Washington dans les affaires intérieures de son Etat.

En France, c'est selon. Le dossier Airbus en donne un triste exemple. Tout Français est prêt dans l'hexagone à s'insurger contre l'omniprésence étatique. La multiplication des législations répressives sur n'importe quel sujet de notre quotidien fait qu'il incombe désormais à chacun d'entre nous de réfléchir tout bas avant de penser tout haut. La langue chinoise a donc bien raison de désigner la France par le double idéogramme du « pays de la loi ». La pression fiscale, la puissance administrative sont régulièrement dénoncées par nos compatriotes. Sans parler de cette habitude de recaser des titulaires de la fonction publique dans des emplois stratégiques du secteur privé. Au seul mérite qu'ils n'ont pas démerité ! Mais la loyauté politique vaut-elle garantie de compétence dans le management d'entreprise ? Dans le dossier Airbus, et selon les confessions d'un ancien premier Ministre dans « Le Monde », il a même fallu « rassurer nos partenaires allemands », du bien-fondé de la présence de l'Etat français dans le pacte d'actionnaires initial. C'est dire si celui-ci n'a pas la meilleure presse. Et pour cause : dans un entretien avec le même quotidien, Louis Gallois révèle l'existence d'un accord signé en 2000 par les dirigeants d'Airbus qui prévoyait déjà le contrôle par l'usine de Hambourg de la chaîne de l'A320 contre l'assemblage en France de 70 % de l'A380. « Accord jamais respecté », selon son nouveau président.



Ajoutons les erreurs monumentales de gestion de certains de ses dirigeants venant, faut-il le rappeler, du secteur public et les bénéfices retirés de la vente d'actions avant la chute des cours d'EADS en bourse. Mais le paradoxe est à venir : c'est qu'après toutes ces déconvenues, la seule obsession de ceux et celles qui risquent malheureusement de connaître des temps difficiles pour leur emploi est d'implorer...l'intervention de l'Etat ! Le président d'Airbus tente vainement d'expliquer la nécessité de se débarrasser progressivement de cette encombrante tutelle pour évoluer

vers une « gouvernance plus normale ». C'est-à-dire conforme aux enjeux de compétitivité face au géant américain de l'aéronautique. Il est regrettable d'attendre le drame de 10 000 salariés pour lancer un débat sur l'immixtion tellement bien de chez nous de la sphère publique dans la gestion de nos entreprises. Cette ambiance d'urgence et de sauvegarde - légitime - des intérêts des salariés risque néanmoins de favoriser des surenchères électorales. Dans ces conditions, il n'est pas certain que les échéances présidentielles soient alors d'un quelconque intérêt pour le sauvetage d'Airbus.